

Commune de SAINT-SULPICE

PLAN LOCAL D'URBANISME

Révision allégée n°1 – Installation d'un élevage de volailles

Dossier pour notification aux Personnes Publiques Associées

1a

ADDITIF AU RAPPORT DE PRESENTATION

PLU approuvé le 06 septembre 2012

Révision allégée n°1 prescrite par délibération en date du 13 février 2019

Vu pour être annexé à notre
délibération en date de ce jour,
Le Maire,

Révision approuvée le

SOMMAIRE

CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....	1
PRESENTATION GENERALE	3
1. LA SITUATION DE LA COMMUNE	3
2. HISTORIQUE DU DOCUMENT D'URBANISME	4
3. LES RAISONS DE LA REVISION ALLEE N°1	5
RECLASSEMENT EN ZONE A	6
1 – PRESENTATION DU SECTEUR	6
EVOLUTIONS DU PLU	8
1 – EVOLUTION DU PLAN DE ZONAGE	8
INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	10
1 - LES ZONES REGLEMENTAIRES ET D'INVENTAIRES DE BIODIVERSITE	10
2 – INCIDENCES DU PROJET DE MODIFICATION N°1 DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT	10
CONCLUSION	13

Contexte réglementaire

Le présent document a pour objet de compléter le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de **SAINT-SULPICE** et de présenter les évolutions apportées au dit PLU, à l'occasion de sa révision allégée N°1, conformément aux dispositions de l'article L153-31, L153-34, R108-4, et L103-2 du Code de l'Urbanisme.

Article L153-31 :

« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide : [...] »

***3°** Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance. »*

Article L153-34 :

« Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

***1°** La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;*

***2°** La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;*

***3°** La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;*

***4°** La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.*

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint.»

Article R108-4 :

« Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

***1°** De leur élaboration, de leur révision ou de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, s'il est établi, après un examen au cas par cas, que ces procédures sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil*

du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; [...] »

Article L103-2 :

« Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

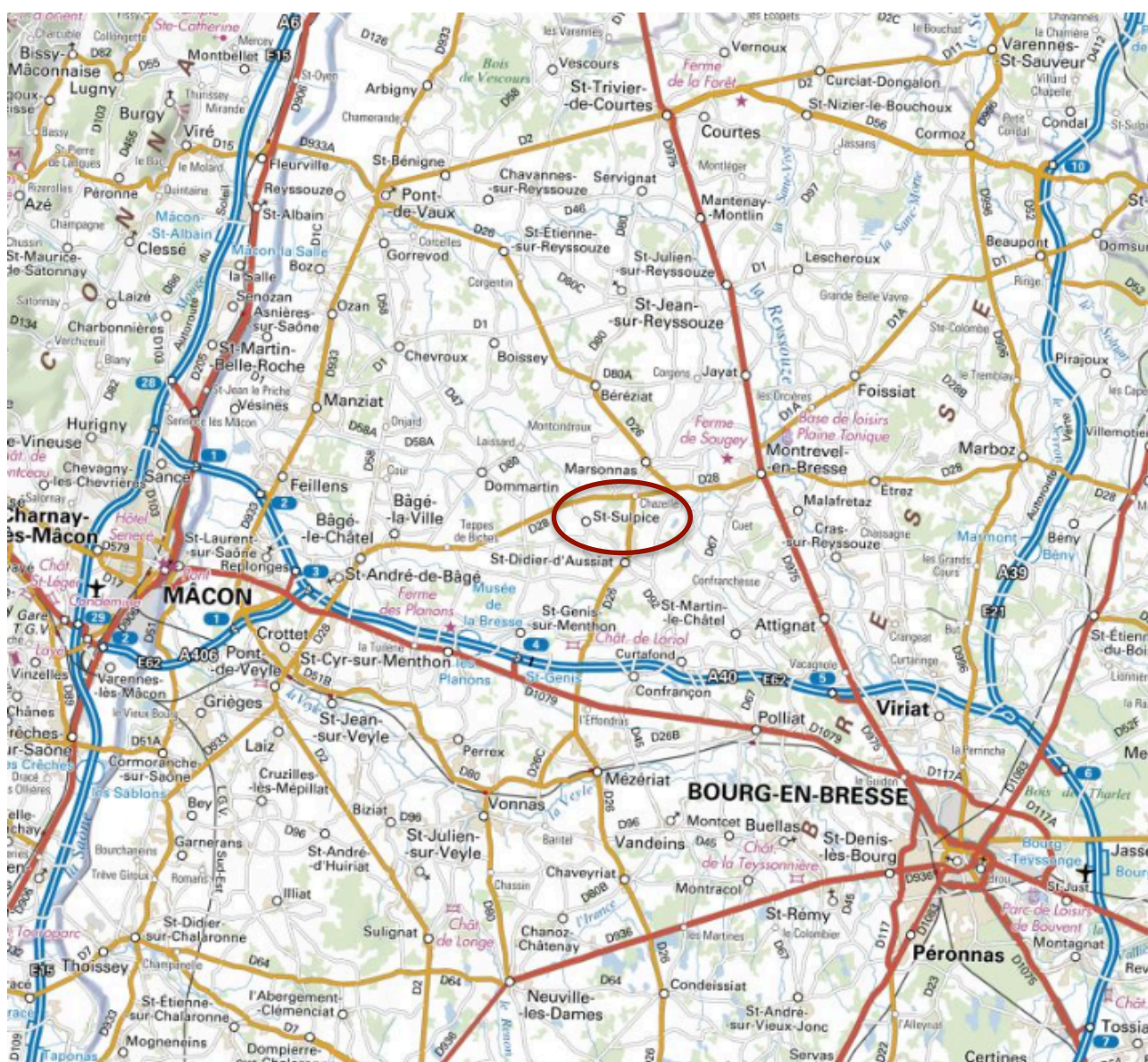
1° L'élaboration ou la révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme ; [...] »

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1. La situation de la commune

La commune de **SAINT-SULPICE** se situe dans le département de l'Ain, à 8 kms à l'Est de Montrevel-en-Bresse (Chef-lieu de canton) et à 23 kms au Nord-Ouest de Bourg-en-Bresse, (Préfecture du département). Localisée dans le quart Nord-Ouest du département de l'Ain, la commune se trouve distante d'une vingtaine de kilomètres de la ville de Mâcon (Département de Saône-et-Loire – Région Bourgogne) et de la ville de Bourg-en-Bresse.

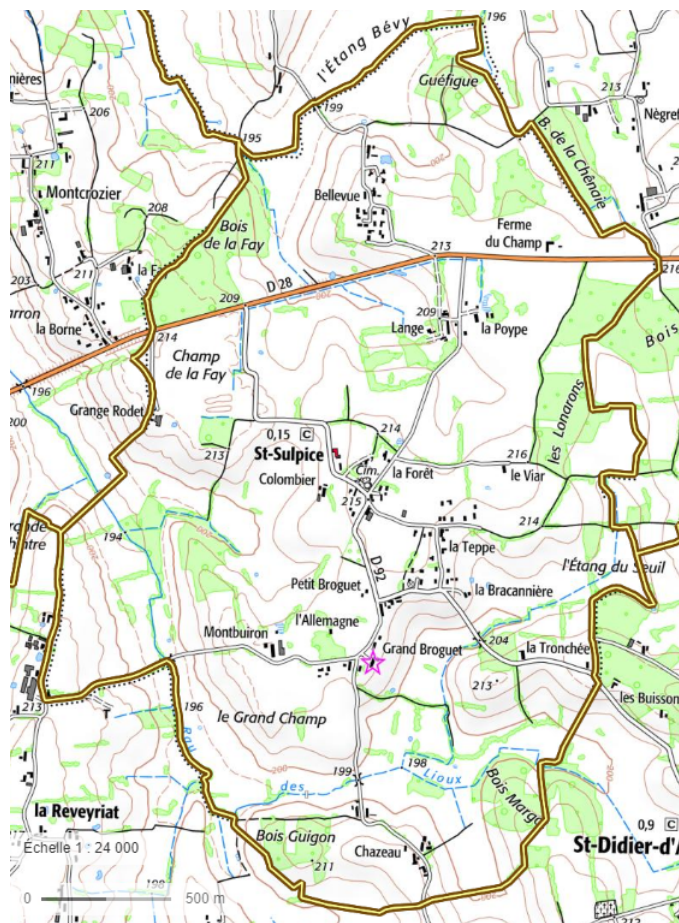
Le territoire de SAINT-SULPICE présente une superficie de 526 hectares pour une population de 247 habitants (chiffre population légale 2016). Etablie dans la plaine de Bresse, SAINT-SULPICE enregistre une altitude moyenne de 210 mètres, en légère surélévation par rapport aux affluents se jetant dans la vallée de la Reyssouze qui serpentent à l'Est de la Saône, sillonnant le Nord-Ouest du département de l'Ain.



Source Géoportail

La commune de SAINT-SULPICE se caractérise davantage par son passé lié à l'activité d'élevage que par l'agriculture. Autour du petit centre-bourg ancien, les nombreuses fermes isolées dispersées sur le territoire ont participé au développement urbain de la commune en constituant notamment des socles de hameaux. Ainsi, le village s'est développé de manière relativement peu dense. Les hameaux et l'habitat dispersés sur le territoire ont connu des développements récents importants (Bellevue, Chazeau, Broguet, Bracanière). Bien que l'on compte aujourd'hui quelques rares fermes bressannes isolées sur le territoire caractéristique d'un paysage typiquement Bressan, l'étalement urbain reste limité.

Les zones agricoles sont aujourd'hui encore très largement présentes sur le territoire communal. Le paysage est structuré autour de pratiques agricoles spécifiques dont font partie les Appellations d'Origine Contrôlées (AOC) et Protégées (AOP) pour les poulets de Bresse et l'élevage de bovins.



Ainsi, la structure urbaine de SAINT-SULPICE est caractéristique de la Bresse avec un certain nombre de hameaux de ferme dispersés dans le territoire. Toutefois, SAINT-SULPICE présente un centre-bourg ancien resserré. Ce dernier n'ayant pas véritablement connu de métamorphoses depuis la fin du XVII^e siècle et jusqu'à la période d'avant-guerre. La réalisation d'un défrichement autour du village a permis à un développement progressif de l'agriculture et de l'élevage.

La commune de SAINT-SULPICE appartient à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse (CA3B) et se situe dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) Bourg-Bresse-Revermont (BBR).

2. Historique du document d'urbanisme

La commune de **SAINT-SULPICE** dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 06 septembre 2012. La révision allégée n°1 du PLU a été prescrit par délibération en date du 13 février 2019.

3. Les raisons de la révision allégée N°1

Il existe un projet de création d'un élevage de volailles sur la commune qui consiste à installer sur 1 ha un élevage de 1500 volailles de Bresse par an. Cette production nécessitera la mise en place de deux bâtiments d'élevage mobiles de 35 m² chacun. Il sera également créé un local sanitaire central pour permettre à l'éleveur et aux visiteurs de changer de tenue avant d'accéder aux bâtiments d'élevage.



Source Géoportail

Les terrains concernés pour l'installation de l'élevage de volailles sont actuellement classés en secteur As de la zone A du PLU en vigueur, à protéger en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance. Au titre de l'article L153.31, cette protection entraîne alors la nécessité d'une procédure de révision. On notera aussi que le site de projet d'élevage se situe à l'intérieur d'un périmètre de protection de Monument Historique, à savoir la Ferme du Colombier.

Le secteur As est un secteur où la construction est très largement encadrée : « seules les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics » sont autorisées. Le secteur As ne permet donc pas l'implantation de bâtiments à usage agricole et d'élevage.

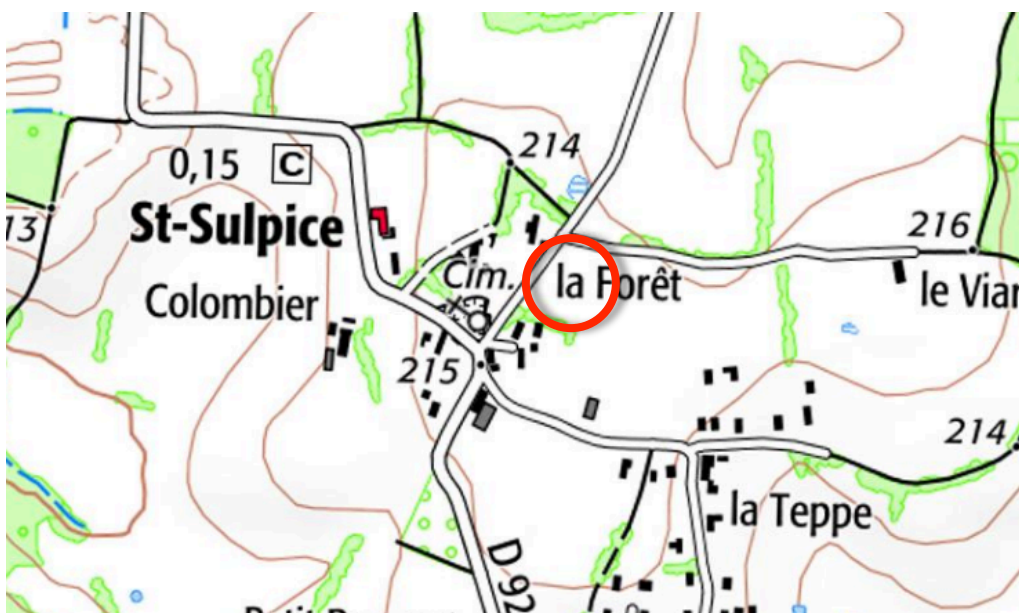
Il apparaît donc nécessaire de faire évoluer le plan de zonage du PLU actuel en procédant à un reclassement des parcelles concernées par le projet en zone A, de manière à ce qu'il puisse être autorisé.

RECLASSEMENT EN ZONE A

1 – Présentation du secteur

Le secteur d'implantation de la nouvelle activité d'élevage de volailles se situe à proximité du centre-bourg ancien de la commune.

Le site de projet, d'une superficie d'1 ha n'accueille aujourd'hui aucune construction. Il est classé en secteur As dans le Plan Local d'Urbanisme actuellement en vigueur. De manière à pouvoir autoriser l'implantation de bâtiments à usage agricole, il apparaît nécessaire de faire évoluer le PLU, et notamment la plan de zonage actuel, qui n'autorise pas l'implantation de tels bâtiments en secteur As (zone Agricole où la construction est stricte).



Source Géoportail

L'enjeu de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme est de permettre l'installation d'un élevage de 1500 volailles de Bresse par an. Cette production nécessite la mise en place de deux bâtiments d'élevage mobiles d'une superficie de 35m² chacun.

Par ailleurs, l'activité nécessite la création d'un local sanitaire central de manière à permettre aux visiteurs et à l'éleveur de changer de tenue avant d'accéder aux deux bâtiments d'élevage.

Cette activité correspond de manière évidente à la vocation des zones agricoles A du Plan Local d'Urbanisme en vigueur ainsi définie dans le règlement :

« La zone A correspond aux zones à vocation agricole à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres. »

Il sera donc logique de reclasser les parcelles de prairie où l'activité veut s'implanter. Toutefois, ces parcelles se trouvant à proximité des bâtiments du petit centre bourg, il faudra tenir compte de l'élément suivant indiqué dans le règlement de la zone A :

1. En raison d'un périmètre de protection d'un monument historique, **les cônes de vue sur la ferme du Colombier doivent être dégagés de toute construction**
2. Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole sont admises, **à l'exception de celles qui font l'objet d'un classement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.**
3. Tout bâtiment à usage agricole, pour des élevages, **doit être éloigné d'au moins 100 mètres** de la limite des zones dont l'affectation principale est l'habitat.

EVOLUTIONS DU PLU

1 – Evolution du Plan de zonage

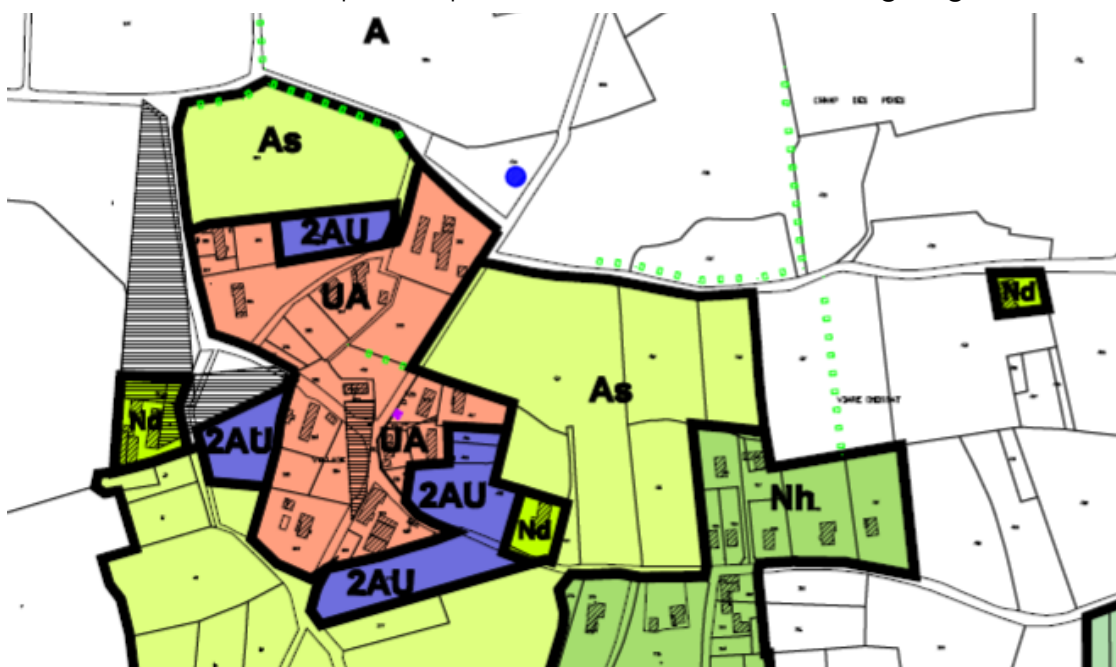
Les terrains concernés par le projet d'élevage sont actuellement classés en secteur As du PLU. Les zones A et As sont ainsi définies dans le règlement :

« La zone A correspond aux zones à vocation agricoles à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique de terres.

Elle comprend un sous-secteur As où la construction y compris agricole est strictement encadrée.»

Au sein du secteur As, seules les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics sont autorisées.

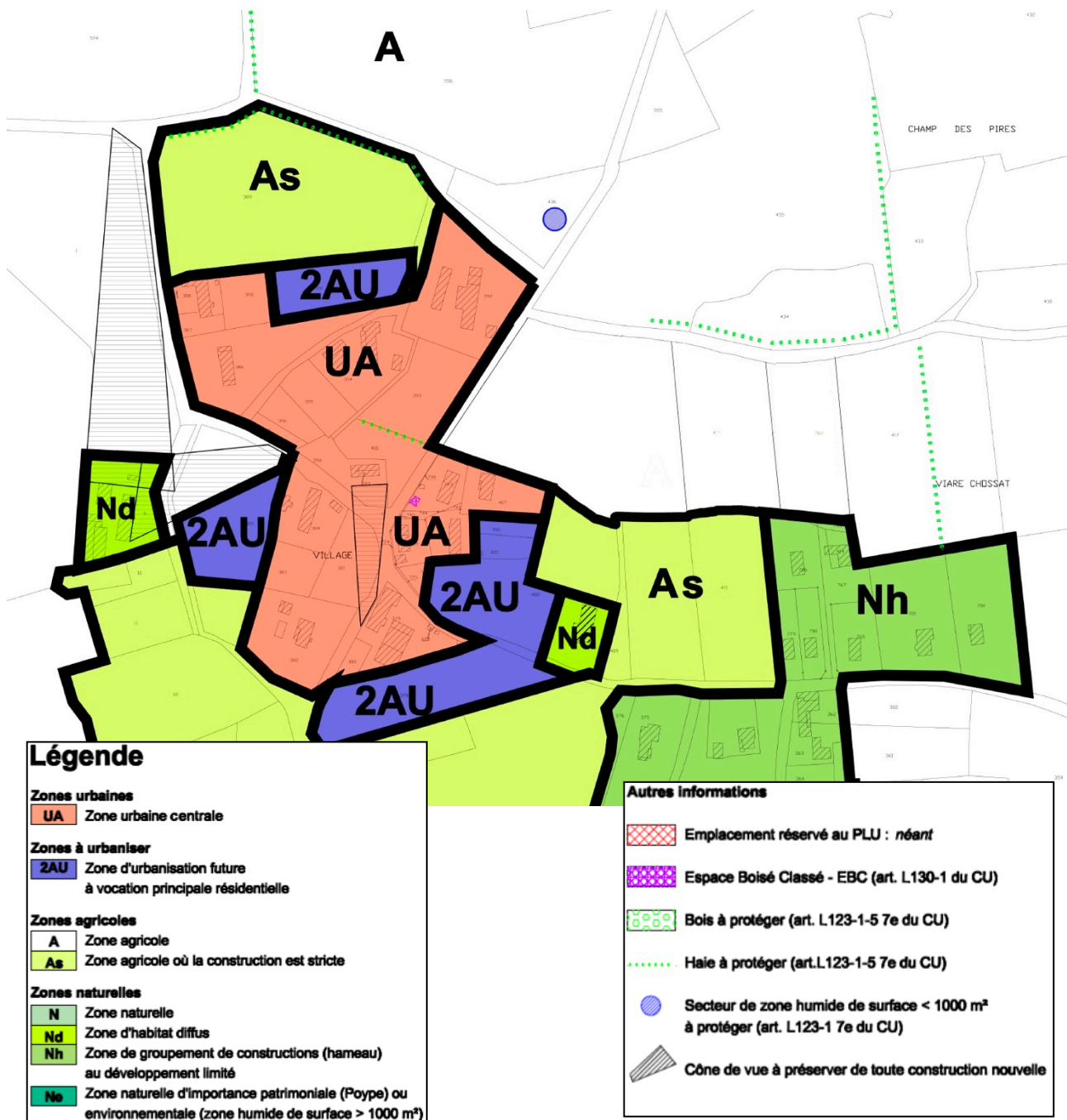
Le secteur As n'autorise alors pas l'implantation de bâtiments à usage agricole.



Extrait du plan de zonage du PLU (2012)

Il s'agit donc de faire évoluer le plan de zonage du Plan Local d'Urbanisme en vigueur en agrandissant la zone A sur les terrains concernés par le projet d'élevage, et cela de manière à ce que le projet puisse y être autorisé.

Le nouveau dessin de zonage sera donc :



INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

1 - Les zones réglementaires et d'inventaires de biodiversité

Les zones Natura 2000

Il n'y a pas de site Natura 2000 sur la commune. Les sites Natura 2000 les plus proches sont les étangs de la Dombes à une quinzaine de kilomètres au Sud, les prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône à une quinzaine de kilomètres à l'Ouest.

Le projet de révision du PLU n'aura pas d'incidences sur des sites Natura 2000.

Les ZNIEFF

Il n'y a pas de ZNIEFF de type I et de type II sur la commune. Les ZNIEFF les plus proches sont la ZNIEFF de type 1 n° 820030775 « Prairies inondables de la Loëze » à environ 5 kilomètres à l'Ouest, la ZNIEFF de type 1 n° 820030874 « Etang des marais » à quelques kilomètres à l'Est.

Le projet de révision du PLU n'aura pas d'incidences sur la ZNIEFF de type I et II.



Source Géoportail

2 – Incidences du projet de révision allégée N°1 du PLU sur l'environnement

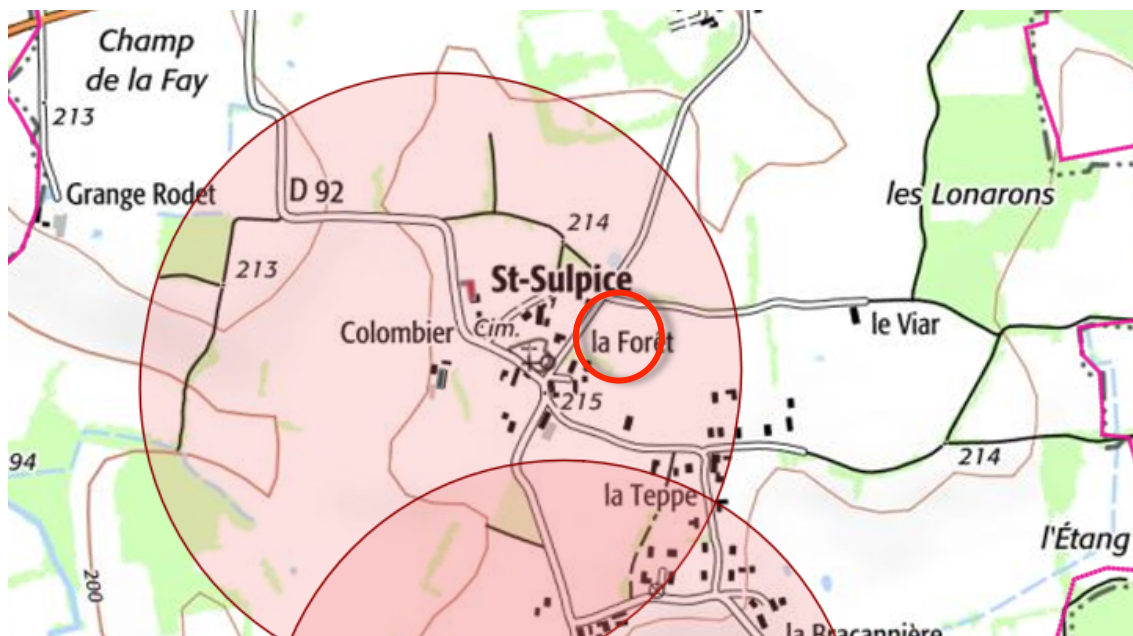
Les incidences du PLU sur la consommation d'espace

La révision allégée N°1 du PLU prévoit le reclassement en zone A de terrains actuellement classés en secteur As de manière à y autoriser le projet d'élevage.

La révision n'a pas d'incidence sur la consommation de l'espace puisqu'il s'agit simplement de permettre l'installation d'un bâtiment à usage agricole.

Les incidences du PLU sur le paysage

Les terrains concernés par le projet d'élevage sont à l'intérieur d'un périmètre de protection de Monument Historique : la Ferme du Colombier située à l'Ouest du centre-bourg ancien.



Source carto.data.gouv.fr

Ce périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour de la Ferme du Colombier soumet le projet d'élevage à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France. Son avis sera basé sur la notion de « co-visibilité » puisqu'il s'agira pour ce dernier de déterminer si le terrain d'assiette du projet est visible depuis le monument, soit visibles ensemble d'un tiers point.

En l'absence d'un périmètre de protection adapté ou modifié, le périmètre de protection qui s'applique sera celui de 500 mètres de rayon autour du monument.

Par ailleurs, l'implantation de bâtiments à usage agricole, dans un territoire dans lequel les zones agricoles sont très largement existantes et le paysage encore aujourd'hui structuré autour de pratiques agricoles spécifiques (notamment l'élevage de volailles de Bresse), ne semble pas constituer une rupture particulière dans le paysage actuel.

On notera de plus que les bâtiments envisagés sont de petite taille (35 m²) et mobiles. Leur impact sur le paysage est donc limité et non pérenne.

Le projet de révision N°1 du PLU n'a donc pas d'incidences spécifiques sur le paysage déjà marqué par la pratique agricole. L'Architecte des Bâtiments de France devra toutefois donner son avis quant à l'incidence visuelle du projet d'élevage sur le monument historique.

Les incidences du PLU sur les milieux naturels

Le secteur d'implantation est actuellement une parcelle en prairie qui a vocation à le rester. Les bâtiments à implanter seront de petite taille (35 m²) et mobiles.

L'impact sur les milieux naturels est donc limité.

Les incidences du PLU sur la ressource en eau

L'implantation d'un parcours d'élevage de volaille n'aura pas d'impact sur la ressource en eau.

Les incidences du PLU sur l'assainissement

L'implantation d'un parcours d'élevage de volaille n'aura pas d'impact sur l'assainissement.

Les incidences du PLU sur l'énergie et le climat

L'implantation d'un parcours d'élevage de volaille n'aura pas d'impact sur l'énergie et le climat.

Les incidences du PLU sur les pollutions et nuisances :

L'implantation d'un parcours d'élevage de volaille n'aura pas d'impact sur les pollutions et les nuisances.

EN CONCLUSION

Le projet de révision allégée N°1 pour permettre l'implantation d'un parcours de volailles n'aura donc que des incidences limitées sur l'environnement s'inscrivant dans un contexte rural agricole dominant.

CONCLUSION

La révision allégée N°1 proposée, conformément à l'article L.153-31 et suivant du Code de l'urbanisme, vise seulement à agrandir la zone A (agricole) du plan de zonage du PLU sur les terrains concernés par le projet d'élevage.

Elle ne modifie pas les orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables (PADD)

Elle ne réduit pas d'espace boisé classé, ni de zone agricole ou forestière

Elle ne permet pas d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser

Elle ne crée par des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement

Elle a pour conséquence de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, **de la qualité des sites, des paysages** ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance

Elle est donc conduite dans le cadre de la procédure de révision prévue par l'article L153-31 du Code de l'urbanisme.

Les pièces du présent dossier pour la **révision allégée N°1** du PLU de la commune de **SAINT-SULPICE** sont :

- 1°/ Additif au rapport de présentation, présentant les raisons de la révision allégée N°1 et l'évolution du règlement graphique.
- 2°/ Un extrait du zonage avant et après modifications.

Le présent dossier sera envoyé à la **MRAE** pour une demande « cas par cas » afin de savoir si la révision allégée doit être soumise à évaluation environnementale.

Après notification aux personnes associées, l'ensemble de ce dossier sera soumis à enquête publique.